



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité
de l'urbanisme et de l'environnement

Perpignan, le 21 mars 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001

mettant en demeure la société PURFER de respecter plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan

**Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et en particulier ses articles L 171-8 et L 511-1;

VU l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non-ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals, sur le territoire de la commune de Perpignan;

VU le rapport n° 2002-002-PR/EX du 19 janvier 2022 établi par l'inspection des installations classées à l'issue de son contrôle du 5 janvier 2022 dans l'établissement PURFER situé sur la commune de Perpignan;

VU le projet du présent arrêté de mise en demeure transmis à la société PURFER le 10 février 2022;

VU les observations de la société du 18 février 2021 reçues en préfecture le 21 février 2022 ,

CONSIDERANT que lors du contrôle du 5 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PURFER émettait, dans le cadre de l'exploitation de son établissement à Perpignan, des particules de métaux et de déchets de métaux dans l'environnement;

CONSIDERANT que ces constats constituent des non-conformités au regard des prescriptions des articles 2.1.1, 4.1 et 5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2006 susvisé;

CONSIDERANT par conséquent que la société PURFER ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2006 susvisé;

CONSIDERANT enfin les dangers et les inconvénients générés par le non-respect de ces prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier pour la santé, l'agriculture, la nature et l'environnement;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement .

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales;

ARRÊTE

Article 1^{er} - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE

La société PURFER (N° SIREN : 332 628 171), dont le siège social est situé RD 147 - quartier de la Gare à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69780), et ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2006 susvisé :

- dans un délai n'excédant pas 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté, et notamment, d'empêcher toute émanation dans l'air de particules métalliques ayant des effets incommodants pour le voisinage, des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publiques, des dommages à la flore ou à la faune, des atteintes à la production agricole, conformément aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté d'autorisation du 10 mars 2006;
- dans un délai n'excédant pas 4 mois, à compter de la notification du présent arrêté, et notamment :
 - de positionner, aménager, exploiter les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières, conformément aux dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté d'autorisation du 10 mars 2006 ;
 - de stocker les déchets produits dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol), conformément aux dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté d'autorisation du 10 mars 2006.

ARTICLE 2 - JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

Dans le délai de 4 mois, fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un mémoire détaillant les actions correctives qu'il a mises en œuvre.

ARTICLE 3 - SANCTION

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot - 34063 MONTPELLIER Cedex 2) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télérecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - région Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Perpignan, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Le présent arrêté sera notifié à la société PURFER et sera transmis à M. le maire de Perpignan et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement/UID 66.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Yohann MARCON